

Coopération Gabon - Banque mondiale

Un atelier pour faire l'autopsie et préconiser des remèdes

Innocent M'BADOUMA
Libreville / Gabon

Qu'est-ce qui explique que les fonds promis par la Banque mondiale ne soient pas disponibles, afin de financer les projets de développement au Gabon? Hauts cadres de l'administration et fonctionnaires de l'institution financière sont réunis depuis hier pour faire le point. Sans complaisance.

HIER, s'est ouverte à Libreville, la revue du portefeuille des projets actifs portés par la Banque mondiale au Gabon. «Le gouvernement avait sollicité la Banque mondiale pour accélérer plusieurs projets en rapport avec le Plan de relance économique dans plusieurs domaines d'activités, comme la forêt, les nouvelles technologies, le tertiaire, etc.», a précisé Régis Immongault, ministre de l'Économie, de la Prospective et de la Programmation du Développement durable. Précisément, le gouvernement a eu à solliciter et obtenir l'accompagnement de cette institution financière, afin qu'elle contribue, à concurrence de 481,5 millions de dollars US, au financement d'une dizaine de projets de développement et de lutte contre la pauvreté. Pour l'heure, a fait remarquer le ministre de l'Économie, seul le financement de deux projets semble sur de bons rails. Il reste à décaisser près de 381,52 millions de dollars US. C'est dire que la performance du portefeuille des engagements de la Banque mondiale auprès du Gabon n'est pas satisfaisante. Au 30 octobre 2017, « le taux de décaissement des fonds est de 13,9 %, bien en-deçà de la moyenne générale de décaissement pour la région Afrique, qui est d'ordinaire de 20 %, et bien loin de la moyenne que la Banque mondiale s'est fixée avec le Gabon, qui est de 26 % », a reconnu Alice Ouedraogo, représentant résident de la Banque mondiale, ravie de la tenue de cette revue conjointe qui permettra « d'identifier les goulots d'étranglement ». C'est pourquoi, précise la note d'orientation des travaux de ladite revue qui s'achève ce mardi 19 décembre 2017, il est question d'évaluer les points forts et faibles de la performance dudit portefeuille, de dégager les

recommandations pratiques pour réduire les risques de non-atteinte des objectifs de développement. Dans cet élan, il importe d'atténuer les risques environnementaux et sociaux contenus dans l'exécution des projets de développement. En somme, les participants doivent comprendre ce qui coince, de sorte que les promesses de financement de la Banque mondiale se concrétisent dans les faits. **GOVERNANCE.** A l'ouverture des travaux, le ministre de l'Économie a réitéré les attentes du gouvernement et préconisé des pistes de réflexion. « S'il s'agit des processus qui ne sont pas maîtrisés ou de la capacité d'absorption des financements, que cela soit clairement dit et des mesures correctrices prises », a déclaré M. Immongault. Ajoutant qu'il appartient aussi aux experts de la Banque mondiale de donner les outils nécessaires aux responsables gabonais qui pilotent les projets, afin de minimiser les erreurs dans le montage des dossiers et accélérer ainsi les décaissements. A défaut, comment redéployer l'enveloppe si jamais les projets ne sont plus opportuns. Dans tous les cas, a dit le membre du gouvernement, c'est le Gabon qui finit par payer la note de l'argent emprunté. Autant fluidifier la coopération. Par ailleurs, le ministre de l'Économie a estimé que la bonne gouvernance doit désormais être au centre de la coopération entre le Gabon et la Banque mondiale : « Je voudrais que la Cour des comptes soit désormais associée, afin de renforcer le contrôle des deniers publics. Il en est ainsi de la direction générale de la Dette et celle de la Prospective économique. » Cela pour éviter la déperdition des moyens. D'où l'appel fait aux participants d'intégrer, dans leurs réflexions, les mécanismes de monitoring. Outre ces défaillances à résoudre, aussi bien que du côté de l'administration que de la Banque mondiale, il a été entendu que les capacités opérationnelles de la cellule nationale du TIPPEE doivent être renforcées. Les conclusions de la revue du portefeuille des projets actifs portés par la Banque mondiale sont donc très attendues.



Photo : L'MB

Administration gabonaise et Banque mondiale, après l'ouverture des travaux.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION DU MÉDICAMENT ET DE LA PHARMACIE.

N° **00297 /MS/CAB/SG/DMP**

COMMUNIQUE PICOT.

Le Ministre Etat, Ministre de la Santé,

Communiqué à l'ensemble des professionnels de Santé, suite aux problèmes de contamination de laits infantiles produits par le laboratoire Lactalis par la bactérie *Salmonella Agona*. Lait produit en France et importé au Gabon.

Le Ministère de la santé pour des raisons de sécurité sanitaire effectue la gestion de risque suivante :

1- Retrait des lots présents en officine de pharmacie.

| Désignation | Numéro de lot |
|-------------------------------|-------------------------|
| Picot Bebe Gourmand Lait 190g | 17C0012529 |
| Picot Lait HA 1 900 g | 17C0012800 / 17C0013147 |
| Picot Lait HA 2 900g | 17C0012664 |
| Picot AR 1 400g New | 17C0013142 |
| Picot AC 1 900 g | 17C0013128 |
| Pre Picot Be 400g x 12 | 17C0012752 |

2- Les lots retirés doivent être immédiatement retournés chez le Grossiste - Répartiteur.

3- Mesure alternative de prescription par les pédiatres.

| Désignation | Alternative |
|-------------------------------|--|
| Picot Bebe Gourmand Lait 190g | Lait prescrit en cas de satiété insuffisante Référence France Novalac S |
| Picot Lait HA 2 900g | Lait indiqué en prévention du risque allergique peut être remplacé par tout autre lait HA exemple Guigoz HA. |
| Picot AR 1 400g New | Prescrit chez les nourrissons qui régurgitent peut être remplacé par tout autre lait AR exemple Nursie AR |
| Pre Picot Be 400g x 12 | Peut être remplacé par tout autre lait pré standard |

4- La présente mesure fera l'objet d'un suivi de retrait de lot auprès des officines de Pharmacie.

5- Le Ministre de la Santé rappelle aux professionnels de santé que tous les produits « Picot » contaminés publiés par le pays de référence se trouvant sur le territoire national devront aussi être immédiatement retirés du circuit de distribution.

Le Ministère de la santé tient à rassurer l'ensemble de la population de la prise en compte de la sécurité du nouveau né.

Fait à Libreville, le **15 DEC 2017**
 Le Ministre d'Etat, Ministre de la Santé

Ministère de la Santé
 République Gabonaise
 DENTÉ - TRAVAIL - PROGRES
Le Ministre d'Etat, E. ZIDZIE.